XV- ANNÉE — N° 4982 — SAMEDI 18 JUIN 1904

LA CROIX

5 CENTIMES — 84, Grande-Rue 84. — DE ROUBAIX-TOURCOING — 85, Rue des Ursulines — 5 CENTIMES

Bureaux — LILLE, 15, RUE D'ANGLETERRE, 15, LILLE. — TÉLÉPHONE : 672 — (POUR PARIS : 5, rue Bayard, 5)

LA JOURNÉE

La Chambre discute aujourd'hui l'interpellation de M. Prache sur la Franc-Maçonnerie et le liberté avec laquelle il lui est permis de se soustraire à toutes les lois.

Le courageux réquisitoire de Monsieur Prache et ses révélations ont causé chez les amis de M. Combes une peine visible.

✕

Les dépositions reçues jeudi soir par la Commission d'enquête renferment de flagrantes contradictions et par suite de graves mensonges que la Commission veut tirer au clair.

La lettre de M. Lagrave à M. Millerand, en affirmant « que M. Chabert peut mettre le gouvernement de la République dans la situation la plus difficile », oblige à supposer des desseins de le plus haute gravité.

✕

De graves désordres ont eu lieu cette nuit, à Brest, où les dockers ont jeté à la mer 138 barriques de vin.

✕

Un ancien administrateur colonial a été arrêté, sur mandat du procureur général de Saint-Louis (Sénégal), sous inculpation d'assassinats.

✕

Le nombre des morts, dans la catastrophe de New-York, dépasse le chiffre de 1 000.

✕

LA GUERRE. — Il y a aujourd'hui d'intéressants détails sur la bataille du 14 juin et sur la croisière de l'escadre russe de Vladivostok.

Les Russes, cédant au nombre, ont été forcés à la retraite vers le nord de Vafangou, après avoir subi des pertes très sérieuses. La bataille fut acharnée. Et les pertes des Japonais doivent être aussi très grandes.

Les Japonais reconnaissent que l'escadre russe leur a coulé deux transports et a réussi, grâce à l'état de la mer, à échapper à leur poursuite.

Des dépêches assurent qu'une armée russe déjà forte de 25 000 hommes se forme un peu au nord de In-Kéou pour aller au secours de Port-Arthur.

On s'attend toujours à recevoir la nouvelle d'une bataille qui est imminente entre Kouropatkine et Kouroki dans les régions mandchouriennes au sud de Liao-Yang.

Il paraît qu'une très vive agitation se manifeste parmi les Mongols des monts Altaï. Ils sont rassemblés par milliers sous la direction de trois inconnus qui se donnent comme les apôtres du dieu Alrot qui doit les délivrer des étrangers.

✕

ETRANGER. — Le général russe Bobrikoff, gouverneur de Finlande, a été assassiné hier, à Helsingfors, au moment où il entrait au Sénat. Son agresseur s'est ensuite suicidé.

Le gouverneur est mort cette nuit.

— On signale la présence de Sarafoff dans le vilayet de Monastir. Il y serait venu avertir les bandes de l'insurrection prochaine dans les plaines du Vardar.

— MM. Perdiccaris et Varley sont toujours retenus par Eirraissouli, qui exigerait de nouvelles conditions pour rendre la liberté à ses prisonniers.

L'ARGENTINE

Des dépêches de Buenos-Ayres ont fait connaître ces jours derniers que, pour la première fois depuis la constitution de la République des Etats-Unis du Rio de la Plata, l'élection du nouveau Président de cette République a eu lieu dans un ordre et dans un calme parfaits.

Le lendemain, il est vrai, d'autres dépêches annonçaient qu'un des Etats de cette Confédération, qui en compte quatorze, celui de San-Luis, était en pleine révolution et que son gouverneur restait prisonnier des insurgés. — Il paraît d'ailleurs que ce n'est pas très grave : une simple convulsion !...

Il nous a semblé que c'était une occasion de dire au moins quelque chose de toute cette immense région de l'Amérique méridionale, encore si mal connue, dont la superficie est de plus de quatre fois celle de la France : de cette région qui pourrait être une des plus fertiles de la terre : d'où, chaque année, par Doukarque et Anvers, nous arrivent 120 millions de kilos de laine que l'industrie française de Roubaix, de Sedan, d'Elbeuf, des Gobelins, de Beauvais, d'Aubusson, de Felletin, etc., etc., transforme en tissus de toutes sortes, principalement en draps fins et en tapis de grand luxe.

L'« Argentine » ou « République des Etats-Unis du Rio de la Plata » porte ce nom d'« Argentine » parce que dans la langue espagnole le mot « plata » signifie « argent ». — C'est aussi que le Rio, un des plus grands fleuves du monde, parut à ceux qui le découvrirent, vers le commencement du XVIe siècle, un excellent chemin d'accès vers les régions de l'« Argent », c'est-à-dire la Bolivie et le Pérou : de là cette appellation bizarre de la « Plata » ou « Argentine » donnée à un pays qui ne se distingue nullement par l'importance de ses gisements argentifères. Ce sont les Andes du Pérou et de la Bolivie qui constituent la véritable « Argentine ». Mais l'usage a prévalu.

L'Argentine a pour bornes au Nord la Bolivie ; à l'Est, le Paraguay, le Brésil et l'Atlantique ; au Sud, les régions désertiques de la Patagonie, et, à l'Ouest, le Chili. Sa superficie est de 2 360 000 kilomètres carrés, alors que celle de la France est seulement de 542 397 kilomètres carrés. Sa population ne dépasse qu'à peine 4 millions d'âmes : population très mêlée d'Indigènes, de créoles, de nègres et d'Européens. La ville de Buenos-Ayres, qui est aujourd'hui la capitale officielle, où siège le Congrès, compte à elle seule un million d'habitants, dont 40 000 sont des Français ou d'origine française.

C'est vers 1515, l'année même de la belle victoire de François Ier à Marignan, que deux navigateurs espagnols, Vincent Pinzon et Dias de Solis, pénétrèrent dans l'estuaire du Rio de la Plata. Cet estuaire est si large qu'ils le prirent pour une sorte de mer intérieure. En face de Buenos-Ayres, qui est nonchalamment étendue sur sa rive droite, le Rio, le « ruisseau » a 46 kilomètres de largeur, c'est-à-dire 16 kilomètres de plus que la Manche entre le cap Gris-Nez et les côtes d'Angleterre.

Tout le pays qui put être alors exploré devint aussitôt possession espagnole sous le nom de « Vice-Royauté de la Plata ». — C'est de cette époque que date la fondation, en moins de cinquante ans, de la plupart des villes de la région : Parana qui fut pendant assez longtemps la capitale ; puis La Plata sur la même rive du Rio que Buenos-Ayres, mais plus près de l'Océan ; puis Santa-Fé, Cordoba San-Luis, Mendoza, du nom du fondateur de Buenos-Ayres, San-Felipe, Corrientes, Tucuman, Formosa, etc., etc. Ces noms de villes sont aussi ceux des Etats Confédérés.

Buenos-Ayres fut fondée en 1535 par Mendoza surnommé, riche gentilhomme de Cadix qui offrit à Charles-Quint, dont il était grand échanson, d'achever à ses frais la conquête du Paraguay et de La Plata. L'empereur accepta. Et Pedro de Mendoza partit avec 14 vaisseaux et 3 000 Espagnols. — Il eut à vaincre une résistance qui le surprit. Depuis l'arrivée des Espagnols, les Indiens indigènes s'étaient réunis en fortes bandes pour disputer leur pays aux envahisseurs qui venaient des régions « où le soleil se lève ». Ils firent une énergique résistance ; ils affamèrent les conquérants et Mendoza dut, bon gré, mal gré, abandonner sa conquête. Il la confia à la garde d'un de ses plus intrépides compagnons en jurant de revenir bientôt. Mais il mourut d'un accès de folie, à bord du vaisseau qui le ramenait en Espagne.

Cependant Buenos-Ayres grandissait et fut colonisée avant la fin du siècle. — En 1620, un évêché y fut érigé. En 1776 elle devint la résidence du vice-roi. Plus tard, beaucoup plus tard, un Français, le marquis de Liniers, fut vice-roi de Buenos-Ayres pour l'Espagne. En 1806, les Anglais s'en emparent ; mais les Espagnols la reprennent l'année suivante et la gardent jusqu'à 1810 où une révolution l'enlève à la domination espagnole. En 1816, le premier Congrès argentin réuni à Tucuman reconnaît l'Indépendance de Buenos-Ayres ; mais depuis 1859 cette grande cité est revenue à la Confédération dont elle est la ville la plus importante puisqu'elle réunit le quart de toute la population.

Les Argentins sont très fiers de leur belle capitale qui compte plus de 40000 maisons. A leurs yeux elle est toute la République. Elle a des rues droites, des boulevards larges, un superbe jardin public, des magasins, des théâtres, des restaurants, des cafés, des billets de banque de vingt sous, des tramways, de la lumière électrique, deux ou trois monuments, une fort belle cathédrale, le palais du Congrès qui ne manque ni de caractère, ni d'élégance, elle a surtout son colossal Marché aux laines.

Les Italiens y sont nombreux, deux fois plus que les Argentins, et ils y font fortune. L'influence anglaise y est prépondérante. Les Allemands y vendent avec de gros bénéfices la camelote de leurs diverses industries. Les Espagnols y reviennent lentement. C'est une Babel de races et de langues où les Argentins ne sont que la cinquième partie du tout.

L'Argentin fume, se promène et dort. Il pourrait avoir les plus belles cultures de tout l'univers. Il ne s'occupe que de ses troupeaux ou plutôt il prend soin que les « gauchos » s'en occupent pour lui. Il fut un temps qui n'est pas bien loin où un Argentin faisait abattre un bœuf pour en manger la langue seulement. On traînait le reste à la briqueterie voisine pour en alimenter la flamme.

Il n'y a là-bas qu'une seule culture : le blé qui pousse presque sans aucun soin et donne des récoltes fabuleuses. Il n'y a qu'une industrie : le bétail avec tous ses dérivés : les laines, la viande, le cuir, les cornes. La viande est expédiée, grâce aux bateaux frigorifiques, dans tous les ports de l'univers : en 1902, la valeur en fut de 2 milliards et demi de francs. On comptait alors dans l'Argentine 25 millions de bœufs et 120 millions de moutons. Tout ce bétail vit en liberté au travers des pampas, de l'Océan jusqu'aux montagnes. En 1553, un aventurier y avait amené un taureau et huit vaches : C'est de cette souche que sont sortis les millions d'animaux qui peuplent aujourd'hui les savanes. On y compte aussi plus de 15 millions de chevaux.

La forme du gouvernement ressemble beaucoup à celle des Etats-Unis du Nord : un Président, un vice-Président, deux Chambres, un Congrès. Le vice-président est de droit président du Sénat.

L'armée n'est formée que de 3 à 10000 hommes. C'est l'effectif de paix. Mais la garde nationale, foyer perpétuel de révolutions, peut compter sur 400000 hommes, c'est-à-dire sur tous les hommes valides de 17 à 45 ans.

Les finances de la République Argentine sont très mauvaises : l'ensemble de la dette dépasse 3 milliards 1/2 de francs. Et les Anglais ont une créance de 1700 millions sur les chemins de fer.

La religion catholique est celle de la grande majorité de la population, mais tous les cultes sont tolérés. Il y a un archevêque à Buenos-Ayres et 10 évêques ou auxiliaires.

Combien d'autres détails intéressants seraient à relever, mais il faudrait dépasser les bornes d'une très sommaire étude.

Un mot seulement pour finir :

Le commerce français avec l'Argentine s'élève, bon an mal an, à 300 millions d'achats et passe, pour les deux tiers, par les banques anglaises ; parce qu'aucune banque française n'a pu réussir à trouver en France les capitaux nécessaires à une solide organisation à Buenos-Ayres. En France, tous les flibustiers, tous les brasseurs d'affaires véreuses, tous les écumeurs de l'épargne, tous les loups-cerviers de la Bourse, obtiennent toujours autant d'argent qu'ils en souhaitent. Mais quand il s'agit d'une entreprise sérieuse, on ne trouve plus que des étrangleurs comme ceux qui ont jugulé l'Union générale !

A. P-B.

GAZETTE

MALHEUR AUX PAUVRES!

La municipalité lyonnaise, entièrement composée, comme on le sait, de disciples de M. Augagneur, a formé naturellement un bureau de bienfaisance à son image, et, pour être ressemblant, ce n'est pas beau.

Jugez-en.

A peine installée, la Commission a inauguré ses travaux en refusant d'accepter un legs de 3 000 francs inscrit en faveur des pauvres de la paroisse Saint-Jean, à Lyon, au testament de M. Jean-Baptiste Rajon : ce legs étant destiné à des distributions d'aumônes immédiates par les mains du curé de la paroisse.

Les pauvres de Lyon seront donc privés d'un important secours, parce qu'il plaît à quelques sectaires de placer leur haine au-dessus des devoirs de leurs fonctions.

Si les pauvres de Lyon n'avaient cependant pour les secourir que l'argent du sectaire Augagneur et celui de ses gens, quelle épouvantable détresse serait la leur !

QUATRE ANS APRÈS L'EXPOSITION

C'est un principe, paraît-il, que la « grande Exposition » doit devenir une chose permanente, une institution d'Etat comme un ministère à côté.

Par conséquent, la liquidation d'une grande Exposition doit durer jusqu'au jour où une autre grande Exposition recommence.

On avait annoncé que les pavillons de l'avenue Rapp de Paris, où se trouvent les bureaux de l'Exposition de 1900, seraient occupés par le ministère des Colonies.

Mais voici ce que l'un de nos confrères a vu hier, quatre ans après la fermeture de l'Exposition :

Nous avons trouvé, dit-il, hier le dernier garçon de bureau du commissariat général de l'Exposition de 1900, occupé à recevoir et à ranger les provisions de bois de chauffage de M. Picard et de ses derniers collaborateurs pour l'hiver prochain.

Ça durera comme cela jusqu'à des temps indéterminés.

MACABRE ASSOCIATION

Parmi les nouvelles associations dont l'*Officiel* nous révèle la naissance, nous en trouvons une aujourd'hui dont l'objet n'a rien de réjouissant.

Voyez plutôt :

Déclaration du 8 juin 1904 : SOCIÉTÉ FRATERNELLE HUMANITAIRE DU CANTON DE BRETEUIL (Eure). Objet : Enterrer ses membres décédés. Siège social : Breteuil (Eure).

Fraternelle et humanitaire, c'est possible ; mais surtout macabre, il nous semble.

Ce sent comme une vague odeur d'un office des pompes funèbres pour les enterrements civils.

DISGRACE DE FONCTIONNAIRES

Le bruit court avec persistance dans les milieux officiels, écrit le *Journal de la Meurthe et des Vosges*, que M. Buisson, préfet de la Meuse, va être déplacé.

M. Buisson n'avait pas cru devoir prendre d'arrêté interdisant les processions de la Fête-Dieu et ne prit cette décision que sur l'ordre formel du président du Conseil.

Ce serait là la cause de ce déplacement : la nouvelle, étant donné le doux régime dont nous jouissons, n'a rien que de vraisemblable.

—o—

M. Donsserd, vétérinaire départemental de Maine-et-Loire, doue fonctionnaire, ayant eu l'audace, lors des dernières élections municipales, de combattre les candidats de M. Combes, a été révoqué par le préfet.

L'arrêté préfectoral n'a garde, on le pense, de mentionner cette raison, qui est la seule vraie, parmi les considérants destinés à justifier la révocation de M. Dousserd ; par contre, il invoque son *insuffisance professionnelle*.

Or, M. Doussard est vétérinaire diplômé de l'École d'Alfort, et il y a deux ans le Conseil général lui a voté des félicitations.

Il a, d'ailleurs, dans une lettre énergique, remis les choses au point et le préfet à sa place.

La *Chronique angevine*, en annonçant la mesure prise par le préfet contre M. Donsserd, ajoute :

Voyez-vous ce préfet qui juge de la suffisance ou de l'insuffisance d'un vétérinaire !

On dirait, en vérité, que M. Doussard était appelé à lui donner des soins !

MAIRE SUSPENDU

On nous télégraphie de Compiègne :

Pour donner satisfaction au rival ministériel battu, M. le comte Bernard de Bréda, réélu maire de Moetmacq, vient d'être, par arrêté préfectoral, suspendu de ses fonctions pour un mois. C'est le prélude de sa révocation par M. Combes.

LA LIBERTÉ DANS L'ARMÉE

Le colonel marquis de Quinemont, du 1er régiment de hussards à Valence, a été invité par le général André à faire valoir ses droits à la retraite.

Le colonel, officier d'une très haute valeur, commettait le crime de se rendre (en civil) à la messe de sa paroisse.

La mesure odieuse dont il est victime a causé la plus légitime indignation au 1er hussards où le colonel, qui avait droit depuis longtemps déjà aux deux étoiles, était très aimé de tous.

Les soldats le considéraient non comme leur chef, mais comme un père, et nombre d'entre eux n'ont pu retenir leurs larmes en apprenant son départ. Le colonel se disposait à quitter Valence à la tête de son régiment pour se rendre au camp de la Valbonne, où le 4e hussards doit séjourner vingt jours lorsque l'ordre ministériel est venu le frapper.

Avant le départ pour le camp, il a fait ses adieux au régiment, saluant une dernière fois l'étendard tricolore, emblème de la patrie, invitant les troupes à avoir toujours cette image sacrée au fond de leur cœur ; puis il a remis le commandement au lieutenant-colonel de Marcieu.

Le régiment est ensuite parti pour le camp de La Valbonne tandis que son ancien chef, douloureusement ému, retournait à son hôtel.

Ajoutons que le colonel de Quinemont est le beau-frère du comte de Trévenec, sénateur des Côtes-du-Nord, qui est, à diverses reprises, tant à la Chambre des députés qu'au Sénat, intervenu avec tant d'éclat dans la discussion des grands projets intéressant l'armée.

DÉFENDONS-NOUS

Le tribunal de Marseille, après une éloquente plaidoirie de Me Léon Jullien, a condamné pour diffamation envers M. l'abbé Hilaire Blanc, curé de Saint-Pierre-les-Aubagne (Marseille), le journal la *Voix républicaine* à 50 francs d'amende, plus à 100 francs de dommages-intérêts, avec insertion dans son prochain numéro et insertion dans deux autres journaux du compte rendu du jugement.

Chapelle fermée

A la suite des incidents de la cathédrale de Dijon, le préfet de la Côte-d'Or vient de faire fermer la chapelle non autorisée du patronage de la rue Lacordaire, qui appartient à M. Bizouard, curé-archiprêtre de Saint-Bénigne.

L'AFFAIRE DEMAGNY

Nous lisons dans le *Gaulois* :

Une agence annonçait hier que, lors de l'inventaire fait après le décès de M. Demagny, on trouva dans un coffre-fort du Crédit Lyonnais, dont il était locataire, une somme de un million quatre cent mille francs..... et une lettre du duc d'Orléans !

Une haute personnalité royaliste, que nous avons consultée au sujet de cet incident, nous a fait la déclaration suivante :

Si réellement on a trouvé dans le coffre-fort du Crédit Lyonnais une lettre du duc d'Orléans, elle ne peut qu'être insignifiante, et pour moi elle remonte à l'époque où le prince était enfermé à Clairvaux. Je crois me rappeler qu'en cette circonstance M. Demagny, qui était le chef du cabinet de M. Constans, alors président du Conseil, montra une grande courtoisie, et c'est de cette courtoisie que le prince le remercie sans doute. Mais ce que vous pouvez déclarer formellement, c'est que dans les quatorze cent mille francs trouvés, pas un centime ne venait de notre parti. A mon avis, le gouvernement, très inquiet de l'affaire des Chartreux, cherche une diversion, mais l'opinion publique ne s'y trompera pas et, en ce qui nous concerne, nous attendons sans aucune angoisse la publication de la lettre du duc d'Orléans.

LES « INTÉRÊTS SUPÉRIEURS »

Le vieux cliché : « On commence à y voir clair » n'est certainement pas de mise, propos de l'affaire de corruption.

La seule chose qui apparaisse visiblement c'est que M. Combes n'a dit que la moitié de la vérité : quand il n'a parlé que d'un « intérêt supérieur », il y en avait deux :

1° L'intérêt supérieur de M. Waldeck-Rousseau, de M. Millerand, du Comité Mascuraud, de M. Combes lui-même attaché à ce qu'on n'excitât pas les nerfs de M. Chabert, détenteur, paraît-il, de secrets compromettants pour ces personnages et associations de personnages ;

2° L'intérêt supérieur de la famille Combes, attaché à ce que le père monte au Capitole pour son désintéressement, afin que le rayonnement de la gloire paternelle préserve le fils de la gravité des accusations portées contre lui.

En termes plus précis, un grand nombre de membres et partisans du ministère précédent et du ministère actuel sont intéressés à ce qu'on close la bouche à M. Chabert, et M. Combes est intéressé à ce que l'indignation qu'il a ressentie de l'un des agissements habituels de M. Chabert soit connue et grossie au point de devenir la manifestation éclatante d'une intégrité sans précédent dans l'histoire.

A cette heure, les deux intérêts supérieurs semblent gravement compromis. Je ne saurais dire lequel des deux l'est au plus haut degré.

Pour l'intérêt supérieur du Comité Mascuraud, de la majorité issue des élections de 1902, des hommes au pouvoir et de leurs prédécesseurs, c'est un coup mortel que le passage de la lettre de M. Lagrave à M. Millerand :

Jeaurès a dit (à M. Edgar Combes) *combien il était dangereux de mettre en cause M. C... qui pouvait*, **en raison de faits antérieurs, placer le gouvernement de la République, dans la situation la plus délicate et la plus difficile.**

Comment un homme, brûlé dans les affaires Cornelius Herz et Reinach, pouvait-il tenir dans ses mains le sort du gouvernement de la République ? Pourquoi M. Millerand attribuait-il tant d'importance au secret des rapports ayant existé et existant encore entre cet homme et les hommes du gouvernement de la République, qu'il est allé, en personne, supplier M. Combes, de partager ses appréhensions et de ne pas mettre en cause un personnage aussi dangereux ?

Hélas ! la vérité éclate de toutes parts : ce personnage a alimenté toute les caisses et rempli beaucoup de poches. Il dispose de cent mille francs comme d'un sou, et parle de deux millions comme de deux centimes, sans étonner ses interlocuteurs. Aussi, le personnage brûlé est-il entouré de beaucoup d'amis haut placés.

Voilà ce qui ressort du commencement de l'enquête. Trois points restent à établir :

1° Où cet homme, incapable avec ses propres deniers de satisfaire tant de cupidités, puise-t-il ces ressources et par quels moyens en les procure-t-il ?

2° Au bénéfice de qui et de quoi en dispose-t-il ?

3° Quelle récompense et quel profit retire-t-il de ses services ?

Il est clair que, si les élections de 1902 sont l'œuvre de M. Chabert, elles sont dès à présent viciées.

Et les railleries de M. Waldeck-Rousseau au banquet du Comité Mascuraud : « La *Ligue patriotique des Françaises* s'imagine qu'on peut acheter la France », retombent sur son gouvernement en terrible accusation : M. Chabert était à son service avec cent mille francs par-ci, deux millions par-là, en un mot avec de quoi acheter les suffrages.

On ne saurait nier que l'intérêt supérieur du « bloc » soit en mauvaise passe.

Pour l'intérêt supérieur de M. Combes, il est aussi fortement atteint, en ce que cet homme intègre n'a pas fait la preuve de son intégrité, qui, au surplus, ne dépasserait pas la mesure de la probité la plus vulgaire : j'estime toujours hors de propos les éloges donnés aux gens qui, trouvant de l'argent, le rapportent à qui de droit, et je ne saurais admirer davantage un ministre qui refuse de se laisser corrompre, parce que s'il ne refusait pas, il irait aux assises, comme

---

FEUILLETON DU 18 JUIN 1904 — 17 —

LA CAVALIÈRE

PREMIÈRE PARTIE

PIÈTRE GADOCHE

— Vous voyez bien que vous donnez des ordres, madame ! dit le roi plaintivement. Je souffre, et il est mal de me tenir rigueur. Au nom du ciel, aimez-vous encore celui qui partageait vos jeux ?

— Je ne sais... repartit la Cavalière à voix basse.

Le roi fit un brusque mouvement.

— Je supplie Votre Majesté de rester ! poursuivit-elle. Je voudrais exprimer ce que je ressens avec exactitude. Je me souviens avec une reconnaissance affectueuse des bontés de mon compagnon d'enfance...

— N'est-ce que cela, Mary ! s'écria Jacques au désespoir.

— Je respecte, continua-t-elle, et je plains aussi le prince exilé.

— N'est-ce que cela ! mon Dieu ! n'est-ce que cela !

— Mais, acheva lady Stuart relevant son visage superbe, je n'aimerai jamais que le roi.

Jacques tressaillit. Ses yeux brillèrent. Il se redressa, lui aussi, et si haut que sa tête domina celle de sa belle compagne.

— Je suis le roi, dit-il.

— De droit, sire.

— Je puis l'être de fait.

— Soyez-le donc ! s'écria-t-elle, épanouissant, comme si elle avait eu le don des fées, la suprême splendeur de sa beauté.

Ils se levèrent tous deux en même temps, mais Jacques se contint et fit sur lui-même un violent effort. A cette heure, il était roi.

— Madame, dit-il, je ne feindrai point de me méprendre. Ce n'est pas pour vous que vous voulez le trône, c'est pour moi.

— Que Dieu vous récompense pour cette parole, sire ! murmura la Cavalière. Vous avez regardé au fond même de mon cœur !

— Un digne, un cher cœur, Mary ! Lisez aussi dans le mien, qui ne souhaite la couronne que pour la poser sur votre front bien-aimé.

Il appuya la main de lady Stuart contre ses lèvres, puis il se tourna vers le groupe anxieux qui attendait à l'autre bout de la chambre. Il y avait dans toute sa personne un changement si complet que Drayton se demandait de bonne foi s'il était bien éveillé.

— Vicomte, dit le chevalier de Saint-Georges à Raoul, nos cheveux sont ferrés à glace, je suppose !

— Oui, sire, répondit Raoul, étouffant une exclamation de joie.

— A quelle heure partons-nous, s'il vous plaît ?

— A minuit, sire.

— Drayton, vous entendez. Que tout soit prêt... A bientôt, Messieurs ; j'ai besoin d'être seul... Au revoir, Madame.

Il s'éloigna d'un pas vif et la tête haute, après avoir adressé à lady Stuart un dernier regard qu'elle paya d'un sourire. Jusqu'au moment où la portière retomba sur lui, tous restèrent inclinés : mais aussitôt qu'il eut disparu, un formidable cri emplit la chambre :

— Dieu sauve le roi ! Stuart pour toujours !

Drayton se jeta dans les bras de Raoul. La Cavalière tendit ses deux belles mains aux Coëtlogon et dit :

— C'est le moment, Messieurs. Chaque heure, désormais, va contenir autant de dangers que de minutes. Je pars avec le roi. Me suivrez-vous ?

— Tant qu'il y aura une goutte de sang dans nos veines ! répondirent les deux jeunes gens d'une seule voix.

Yves ajouta en passant son bras autour du cou de son frère :

— Il y aura toujours deux poitrines entre la mort et celui qui est votre roi !

Drayton s'élança vers les appartements intérieurs pour commencer les préparatifs. Il dansait, il chantait, il était ivre. Raoul descendit aux écuries.

Comme il arrivait dans la cour, il entendit le bruit d'une dispute à la porte extérieure, que le valet de garde venait de refermer sur le nez d'un visiteur malencontreux.

— Malhonnête ! criait celui-ci au travers de la porte, et il semblait à Raoul qu'il reconnaissait cette voix. Hérétique ! On dit pourtant que ton quart de roi va à la messe comme un homme ! Oses-tu bien laisser un chrétien dehors à pareille heure et par un temps pareil ! Chez nous, au moins, on ouvre à toute heure à ceux qui payent. Je te payerai, mécréant, s'il le faut ! Je veux parler au braconnier qui a nom M. Raoul, bandit !

— Nicaise ! s'écria le jeune vicomte en se hâtant vers la porte.

— Et je viens de la part de la Poupette, malfaiteur ! achève le pauvre fatout dont la voix enrouée s'étranglait dans sa gorge.

— Mariole ! dit Raoul en poussant la vaie et en ouvrant la porte lui-même.

Nicaise se précipita dans la cour, tête baissée, comme un bélier.

— Vous croyez donc que je n'avais pas peur, là, dehors, dit-il en secouant ses cheveux hérissés de givre, et froid, et tout ! Jarnigodiche ! quelle commission ! Des brigands, des loups, des serpents, des revenants... La forêt est pleine, quoi !

Raoul le saisit par le bras. Nicaise se démena comme un beau diable, criant :

— Lâchez-moi, l'homme ! C'est au braconnier que je veux parler !

— C'est moi, dit Raoul. Que me veux-tu ?

— Tiens, tiens ! C'est pourtant vrai ! Vous n'avez point de mitilé si bien habillé que ça quand vous venez au *Lion-d'Or*, hé, l'homme... Mais le diable est dans le pays, voilà qui est sûr, monseigneur.

— Parleras-tu, drôle !

— Drôle ! se récria Nicaise. La demoiselle Hélène m'en dit de dures, mais elle ne m'a point encore appelé comme ça. Drôle vous-même, ah ! mais !... Approchez voir votre oreille. Faut que la chose soit racontée tout bas.

Raoul se pencha vers lui. Nicaise poursuivit confidentiellement :

— Je n'aurais point cru que je serais devenu si hardi, non ! Une heure de course dans la forêt, car je me suis perdu à la fourche d'Ambault... Je n'y voyais plus, tant j'avais peur... Mais je marchais tout de même, malgré les revenants, les loups, les vipères, les assassins, les chouettes et tout ce que j'ai vu !

Raoul se redressa.

— Approchez voir, reprit le fatout. Vous êtes donc un gentilhomme, vous, à présent ?

Il ajouta quelques mots à l'oreille de Raoul, qui cria aussitôt :

— Hola, Tom ! un cheval ! et un bon ! tout de suite !

L'instant d'après, il sautait en selle et allait piquer des deux, quand la voix suppliante du fatout le retint.

— Croyez-vous donc que je vas retourner à pied, tout seul ! criait le malheureux Nicaise. Et qui donnera à boire aux ménétriers ? La demoiselle peut-elle se passer de moi si longtemps ? Et je voudrais tâter M. Ledoux, un petit peu, pour savoir si ce n'est rien que les écus qui lui tiennent au cœur. On aura trempé la soupe sans moi, c'est sûr. Et les loups, et les couleuvres, et les brigands, et les esprits...

— Monte ! ordonna Raoul, qui l'enleva par le bras.

Nicaise se mit en croupe. Raoul piqua des deux.

— Maintenant, dit ce dernier, je te lance dans une fondrière si tu me romps encore les oreilles !

Le cheval avait pris le galop. Pendant les premières minutes, Nicaise se tint tranquille, par crainte de la fondrière ; mais Raoul le sentit bientôt s'agiter derrière lui et l'entendit geindre comme un malheureux disant :

— Un loup là-bas, l'homme ! Détournez un peu votre tête... un voleur, sur la droite, ici, avec son mousquet qui est long comme une perche, aussi vrai que je tâche de faire mon salut ! Je n'y réussis peut-être pas, grand pécheur que je suis !... Une couleuvre, mon saint patron ! non ! c'est du bois mort... Est-ce que vous êtes hérétique, vous, sauf le respect ? Ça me poursuivrait loin l'idée d'avoir embrassé un excommunié pendant une demi-heure de chemin. Holà ! hol une femme habillée avec un drap blanc !...

— Vas-tu te taire, misérable ! cria Raoul.

— C'était un tronc de bouleau, se reprit le fatout. A quoi ça sert que les troncs de bouleau fout toujours peur au monde ? Sûr et certain que je ne suis pas un poltron, puisque je ne suis pas tombé mort de frayeur en route.

— A-t-il eu l'air bien en peine ? demanda le jeune vicomte.

— Qui ? la femme habillée de blanc ?...

— Mariole.

— La Poupette ? Pour ça, oui ! Elle voulait venir elle-même... Que je sois puni, si je n'ai pas vu briller un canon de mousquet !

Raoul ne répondit pas, cette fois, mais ses éperons labourèrent les flancs du cheval, qui se mit à fuir ventre à terre. Bien lui en prit. Une lueur éclaira la nuit noire et une retentissante explosion roula sous bois d'écho en écho.

— Es-tu blessé, garçon ? demanda Raoul. Je n'ai pas entendu la balle.

Au lieu de répondre, Nicaise, qui était fort, sans s'en douter peut-être, le serra si désespérément que Raoul en perdit presque la respiration.

— Jésus ! Vierge Marie ! Saint patron ! pria-t-il en un *crescendo* de ferveur, un vrai bandit, celui-là ! de la vraie poudre ! et jamais je n'ai ouï un tapage pareil ! Ah ! ah ! je parlais des brigands sans y croire ! Je n'ai pas eu peur, l'homme, puisque j'ai tenu bon. C'est égal ! si jamais je cours la forêt la nuit. Le feu de l'enfer, pour le coup ! Qu'est-ce que c'est que cela, grand bon Dieu du ciel ?

(*A suivre.*)

PAUL FÉVAL

(*Droits de traduction et de reproduction réservés.*)